CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 62.869/4
du 21 février 2018

sur

un avant-projet d'ordonnance de la Commission communautaire commune 'portant assentiment à : l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et le Canada, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 62.869/4
van 21 februari 2018

over

een voorontwerp van ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie 'houdende instemming met: de Strategische Partnerschapsovereenkomst tussen de Europese Unie en Canada, gedaan te Brussel op 30 oktober 2016'

‡LW-AIDSIDDAA-GCIGJUQ‡

Le 23 janvier 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par les Ministres, Membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune, compétents pour la politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget, le Patrimoine et les Relations extérieures à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment à : l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et le Canada, fait à Bruxelles, le 30 octobre 2016'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 21 février 2018. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc DETROUX et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 21 février 2018.

*

Op 23 januari 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Ministers, Leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting, het Patrimonium en de Externe Betrekkingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met: de Strategische Partnerschapsovereenkomst tussen de Europese Unie en Canada, gedaan te Brussel op 30 oktober 2016'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 21 februari 2018. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 21 februari 2018.

*

‡LW-AIDSIDDAA-GCIGJUQ‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet ‡, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Conformément à l'article 3, 2°, de l'ordonnance du 16 mai 2014 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Commission communautaire commune', pour chaque projet d'acte législatif ou réglementaire, chaque ministre et secrétaire d'État établit un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes, dit « *test gender* ».

Pareil test ne figure pas dans le dossier transmis au Conseil d'État.

L'auteur de l'avant-projet veillera à l'accomplissement de cette formalité [1].

EXAMEN DE L'ACCORD

Dans l'avis n° 61.685/4 donné le 10 juillet 2017 sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, fait à Bruxelles le 30 octobre 2016' [2], la section de législation s'est exprimée comme suit au sujet du même accord de partenariat :

« PORTÉE DU PROJET

L'avant-projet de loi soumis pour avis a pour objet de porter assentiment à l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, fait à Bruxelles le 30 octobre 2016 (ci-après : l'Accord).

L'Accord est un accord-cadre global visant l'approfondissement des relations entre l'Union européenne et le Canada sur les plans politique [3] et socio-économique [4]. Il ne crée

‡ S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

[1] Voir dans le même sens l'avis n° 61.380/4 donné le 17 mai 2017 sur un avant-projet devenu l'ordonnance du 7 décembre 2017 'portant assentiment à : l'Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 5 octobre 2016', *Doc. parl.*, Ass. R.C.C.C., 2016-2017, n° B-82/1.

[2] *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 2793/1, pp. 14 à 17, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61685.pdf.

[3] *Note de bas de page 1 de l'avis cité* : Sur ce point, l'accord porte sur la coopération dans le domaine des droits de l'homme, des libertés fondamentales, de la démocratie et de l'État de droit (titre II) ainsi que sur la coopération concernant la paix et la sécurité internationales et le multilatéralisme efficace (titre III). La coopération est également prévue en matière de justice, de liberté et de sécurité (titre V).

[4] *Note de bas de page 2 de l'avis cité* : L'accord prévoit un cadre de consultation concernant divers aspects du développement économique et durable (titre IV).

‡LW-AIDSIDDAA-GCIGJUQ‡

guère [5] de droits et d'obligations spécifiques mais il définit en revanche le cadre pour la poursuite du dialogue sur les diverses questions d'intérêt commun sur lesquelles il porte. Il organise à cette fin un dialogue politique et des mécanismes de consultation [6].

COMPÉTENCE

L'Accord est signé pour le Royaume de Belgique assorti de la formule suivante :

'Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt'.

Ces formulations doivent s'entendre comme engageant également la Commission communautaire française puisqu'en exécution de l'article 138 de la Constitution, elle exerce des compétences de la Communauté française. Par souci de sécurité juridique, il eût été néanmoins préférable que sa mention expresse en ait été faite dans la formule citée [7-8].

EXAMEN DE L'ACCORD

L'article 27 de l'Accord organise un certain nombre de contacts, d'échanges et de consultations, parmi lesquels, outre des réunions au niveau des chefs d'États et des chefs de gouvernements, ainsi que des contacts ou consultations aux niveaux parlementaire, ministériel et administratif, il instaure un comité ministériel conjoint et un comité de coopération conjoint.

Compte tenu du caractère mixte de l'Accord, ces mécanismes de consultation peuvent également porter sur des matières relevant de la compétence des communautés et des régions, de sorte que des accords particuliers devront être conclus en ce qui concerne la représentation et l'engagement de toutes les autorités dans la prise de position lorsque ces mécanismes sont mis en œuvre [9].

[5] *Note de bas de page 3 de l'avis cité* : L'article 24 relatif à la protection consulaire, qui prévoit la reconnaissance mutuelle de l'assistance subsidiaire par d'autres États, fait figure d'exception.

[6] *Note de bas de page 4 de l'avis cité* : Titre VI de l'Accord de partenariat stratégique.

[7] *Note de bas de page 5 de l'avis cité* : Ceci nécessite une modification de l'accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'État fédéral, les communautés et les régions 'relatif aux modalités de conclusion des traités mixtes' (en particulier l'article 8, alinéa 3, et les commentaires correspondants) et des formules de signature arrêtées sur la base de celui-ci par la Conférence interministérielle de la Politique étrangère le 17 juin 1994.

[8] *Note de bas de page 6 de l'avis cité* : Pour sa part, la Commission communautaire commune ne doit pas être explicitement mentionnée, étant donné qu'elle n'a que des compétences limitées sur le plan international et qu'elle n'est notamment pas compétente pour conclure des traités (voir l'article 135 de la Constitution, l'article 63 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises' et l'article 16, § 1er, de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles').

[9] *Note de bas de page 7 de l'avis cité* : Comp. avec l'article 81, § 6, de la loi spéciale du 8 aout 1980.

‡LW-AIDSIDDAA-GCIGJUQ‡

En ce qui concerne les organes créés par un accord de coopération conclu par l'Union européenne et ses États membres ou en vertu d'un tel Accord, en l'espèce sous la forme d'un comité mixte, le Conseil d'État, section de législation, dans l'avis 53.978/VR [10], a relevé ce qui suit :

(traduction)

'À cet égard, il convient de rappeler qu'il est également nécessaire de prévoir en Belgique les procédures requises en vue d'organiser la prise de position et la représentation de la Belgique au sein du Comité mixte précité et du sous-comité institué par l'article 28 dans le respect des règles répartitrices de compétences nationales.

Conformément à l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 1er, de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles', la représentation et la prise de position au nom de la Belgique doivent être réglées dans un accord de coopération.

Les accords de coopération actuels du 8 mars 1994 [11] ne procurent pas de base juridique suffisante à pareilles représentation et prise de position, en ce qu'ils ne portent que sur la représentation au sein du Conseil de l'Union européenne. Les accords de coopération concernés ne peuvent pas s'appliquer simplement par analogie dès lors que, certes sur le plan formel, le Comité mixte est une expression des relations extérieures de l'Union européenne, mais qu'il est également, sur le plan matériel, expressément compétent pour des matières relevant de la compétence des États membres [12], qui, dans la répartition des compétences en vigueur en Belgique, relèvent ensuite également des compétences (exclusives) des communautés et des régions.

Aussi longtemps qu'un accord de coopération ne prévoit pas de base juridique suffisante à cet effet, la représentation et la prise de position au nom de la Belgique au sein du Comité mixte et du sous-comité doivent faire l'objet d'une concertation entre les gouvernements concernés, conformément à l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 aout 1980'.

Certes, la coordination de la prise de position de l'Union européenne et de ses États membres dans des matières relevant de la compétence mixte de l'Union européenne et de ses États membres se déroule, en pratique, au sein du Conseil de l'Union européenne et la coordination de la prise de position de la Belgique qui précède a lieu conformément aux règles relatives à la prise de position au sein du Conseil. Il convient toutefois de relever que les décisions prises dans les matières relevant de la compétence des États membres ne sont pas prises, du point de vue juridique, par le Conseil de l'Union européenne, mais par les représentants des gouvernements des États membres réunis au

[10] *Note de bas de page 8 de l'avis cité* : Avis 53.978/VR donné le 7 novembre 2013 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté flamande et de la Région flamande du 4 avril 2014 'houdende instemming met de kaderovereenkomst inzake een partnerschap en samenwerking tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Mongolië, anderzijds, ondertekend in Ulaanbaatar op 30 april 2013', observation 3.2, *Doc. parl.*, Parl. fl., 2013-2014, n° 2455/1, pp. 37 et 38.

[11] *Note de bas de page 9 de l'avis cité* : Note de bas de page 2 de l'avis cité : Accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions 'relatif à la représentation du Royaume de Belgique au sein du Conseil des ministres de l'Union européenne' et accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions et le Collège réuni de la Commission communautaire commune 'relatif à la représentation du Royaume de Belgique au sein du Conseil des ministres de l'Union européenne'.

[12] *Note de bas de page 10 de l'avis cité* : Note de bas de page 3 de l'avis cité : Voir l'article 62 de l'accord-cadre.

‡LW-AIDSIDDAA-GCIGJUQ‡

sein du Conseil [13]. Bien que cela soit sans doute plutôt exceptionnel dans la pratique, il n'est pas exclu que des États membres, dans des matières relevant de leur compétence, adoptent encore une position nationale au sein des organes institués par un accord de coopération ou en vertu de celui-ci.

Par conséquent, l'absence de règles en la matière, conformément à l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 aout 1980, pourrait susciter des difficultés. Si un consensus était trouvé entre les autorités compétentes pour une application par analogie de l'accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'autorité fédérale, les communautés et les régions 'relatif à la représentation du Royaume de Belgique au sein du Conseil des ministres de l'Union européenne' dans ces matières, mieux vaudrait dans ce cas adapter cet accord de coopération afin d'étendre son champ d'application en ce sens [14] » [15].

Les mêmes observations valent *mutatis mutandis* pour l'avant-projet d'ordonnance examiné.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET D'ORDONNANCE D'ASSENTIMENT

Dans l'intitulé et à l'article 2, l'intitulé exact de l'accord de partenariat sera mentionné.

*

[13] *Note de bas de page 11 de l'avis cité* : T. CORTHAUT et D. VAN EECKHOUTTE, « Legal Aspects of EU Participation in Global Environmental Governance under the UN Umbrella » *in* J. Wouters e.a. (éds.), *The European Union and Multilateral Governance*. *Assessing EU Participation in United Nations Human Rights and Environmental Fora*, Basingstoke, Palgrave, 2012, (p. 145) p. 152.

[14] *Note de bas de page 12 de l'avis cité* : On peut rappeler que l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État, dans l'avis 53.932/AG, a relevé que cet accord de coopération est lacunaire et obsolète sur divers points, notamment en raison de modifications apportées au cadre institutionnel de l'Union par le Traité de Lisbonne (avis C.E. 53.932/AG du 27 aout 2013 sur une proposition devenue la loi spéciale du 6 janvier 2014 'relative à la Sixième réforme de l'État', *Doc. parl.*, Sénat, 2012-13, n° 5-2232/3, p. 50, note 1).

[15] La section de législation s'est prononcée dans le même sens dans l'avis n° 60.726/VR donné le 7 février 2017 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté flamande et de la Région flamande du 20 octobre 2017 'houdende instemming met de overeenkomst inzake strategisch partnerschap tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Canada, anderzijds, ondertekend te Brussel op 30 oktober 2016', *Doc. parl.*, Parl. fl., 2016-2017, n° 1222/1, pp. 17 à 23, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/60726.pdf.

‡LW-AIDSIDDAA-GCIGJUQ‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,‡ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Overeenkomstig artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 16 mei 2014 'houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie' moet iedere minister en staatssecretaris voor elk wetgevend of reglementair ontwerp een evaluatieverslag opstellen van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen, "*gendertest*" genaamd.

Een dergelijke test bevindt zich echter niet in het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden.

De steller van het voorontwerp moet erop toezien dat dit voorafgaand vormvereiste wordt vervuld.[1]

ONDERZOEK VAN DE OVEREENKOMST

In advies 61.685/4, op 10 juli 2017 gegeven over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met de Overeenkomst inzake een strategisch partnerschap tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Canada, anderzijds, gedaan te Brussel op 30 oktober 2016'[2] heeft de afdeling Wetgeving over diezelfde partnerschapsovereenkomst het volgende opgemerkt:

> "STREKKING VAN HET ONTWERP
>
> Het om advies voorgelegde voorontwerp van wet strekt tot het verlenen van instemming met de strategische partnerschapsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Canada, anderzijds, ondertekend te Brussel op 30 oktober 2016 (hierna: de overeenkomst).

‡ Aangezien het om een voorontwerp van ordonnantie gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

[1] Zie in dezelfde zin advies 61.830/4, op 17 mei 2017 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de ordonnantie van 7 december 2017 'houdende instemming met : de Partnerschapsovereenkomst op het gebied van betrekkingen en samenwerking tussen de Europese Unie en haar Lidstaten, enerzijds, en Nieuw-Zeeland, anderzijds, gedaan te Brussel op 5 oktober 2016', *Parl.St.* Ver.Verg.Gem.Gem.Comm 2016-17, nr. B-82/1).

[2] *Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 2793/1, 14 tot 17, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/61685.pdf.

‡LW-AIDSIDDAA-GCIGJUQ‡

De overeenkomst is een omvattend kaderakkoord voor de uitdieping van de relaties tussen de Europese Unie en Canada, op politiek[3] en socio-economisch gebied.[4] In de overeenkomst worden nauwelijks[5] specifieke rechten en verplichtingen gecreëerd, maar ze bevat wel het kader voor verdere dialoog over de verschillende aangelegenheden van gemeenschappelijk belang waarop ze betrekking heeft. Daartoe worden een politieke dialoog en mechanismen van raadpleging georganiseerd.[6]

BEVOEGDHEID

De overeenkomst is voor het Koninkrijk België ondertekend met vermelding van de volgende formule:

> 'Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
>
> Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.
>
> Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt.'

Deze bewoordingen moeten zo worden opgevat dat ze ook slaan op de Franse Gemeenschapscommissie, aangezien die ter uitvoering van artikel 138 van de Grondwet bevoegdheden van de Franse Gemeenschap uitoefent. Met het oog op de rechtszekerheid was het echter beter geweest dat dit uitdrukkelijk in de aangehaalde formule was vermeld.[7-8]

ONDERZOEK VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 27 van de overeenkomst voorziet in de instelling van een aantal contacten, uitwisselingen en overleg, waaronder naast ontmoetingen op het niveau van de staatshoofden en regeringsleiders, ook contacten of overleg op parlementair, ministerieel en ambtelijk niveau, en in de instelling van een interministerieel comité en een gemengd samenwerkingscomité.

---

[3] *Voetnoot 1 van het geciteerde advies:* Het akkoord heeft in dat verband betrekking op samenwerking op het vlak van rechten van de mens, fundamentele vrijheden, democratie en de rechtsstaat (titel II) en op samenwerking op het vlak van internationale vrede en veiligheid en effectief multilateralisme (titel III). Ook inzake justitie, vrijheid en veiligheid wordt in samenwerking (titel V) voorzien.

[4] *Voetnoot 2 van het geciteerde advies:* Het akkoord voorziet in een kader voor raadpleging inzake allerhande aspecten van economische en duurzame ontwikkeling (titel IV).

[5] *Voetnoot 3 van het geciteerde advies:* Een uitzondering is artikel 24 inzake consulaire bescherming, waar in een wederzijdse erkenning van subsidiaire bijstand door andere staten wordt voorzien.

[6] *Voetnoot 4 van het geciteerde advies:* Titel VI van het Strategisch Partnerschapsakkoord.

[7] *Voetnoot 5 van het geciteerde advies:* Hiervoor is een herziening nodig van het samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten 'over de nadere regelen voor het sluiten van gemengde verdragen' (meer bepaald artikel 8, derde lid, en de erbij horende toelichting) en van de op basis hiervan door de Interministeriële Conferentie voor het Buitenlands Beleid op 17 juni 1994 vastgestelde ondertekeningsformules.

[8] *Voetnoot 6 van het geciteerde advies:* De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van haar kant behoort niet uitdrukkelijk te worden vermeld, aangezien ze slechts beperkte bevoegdheden heeft op internationaal gebied en ze met name niet bevoegd is om verdragen te sluiten (zie artikel 135 van de Grondwet, artikel 63 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen' en artikel 16, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen').

‡LW-AIDSIDDAA-GCIGJUQ‡

Gelet op het gemengde karakter van de overeenkomst kunnen die mechanismen van raadpleging ook betrekking hebben op aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de gemeenschappen en de gewesten behoren, zodat bijzondere afspraken zullen moeten worden gemaakt over de vertegenwoordiging en de betrokkenheid van alle overheden bij de standpuntbepaling wanneer die mechanismen worden toegepast.[9]

Met betrekking tot organen die zijn opgericht bij of krachtens een samenwerkingsovereenkomst gesloten door de Europese Unie en haar lidstaten, in dit geval in de vorm van een Gemengd Comité, heeft de Raad van State, afdeling Wetgeving, in advies 53.978/VR[10] het volgende opgemerkt:

> 'In dit verband moet in herinnering worden gebracht dat het noodzakelijk is om binnen België ook in de nodige procedures te voorzien om de Belgische standpuntbepaling en vertegenwoordiging in het voornoemde Gemengd Comité en het bij artikel 28 opgerichte subcomité te organiseren met respect voor de Belgische bevoegdheidsverdelende regels.
>
> De vertegenwoordiging en de standpuntbepaling namens België dienen overeenkomstig artikel 92*bis*, § 4*bis*, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' in een samenwerkingsakkoord te worden geregeld.
>
> De huidige samenwerkingsakkoorden van 8 maart 1994[11] bieden geen voldoende juridische basis voor deze vertegenwoordiging en standpuntbepaling aangezien ze enkel betrekking hebben op de vertegenwoordiging in de Raad van de Europese Unie. De betrokken samenwerkingsakkoorden kunnen niet zo maar bij analogie worden toegepast, nu het Gemengd Comité weliswaar formeel een exponent is van de externe betrekkingen van de Europese Unie, maar materieel ook uitdrukkelijk voor aangelegenheden bevoegd is die tot de bevoegdheid van de lidstaten behoren[12], die in de Belgische bevoegdheidsverdeling vervolgens ook behoren tot de (exclusieve) bevoegdheden van de gemeenschappen en de gewesten.
>
> Zolang ervoor niet in een voldoende juridische basis bij samenwerkingsakkoord is voorzien, dienen de vertegenwoordiging en de standpuntbepaling namens België in het Gemengd Comité en in het subcomité overeenkomstig het bepaalde in artikel 92*bis*, § 4*bis*, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 het voorwerp uit te maken van een overleg tussen de betrokken regeringen.'

---

[9] *Voetnoot 7 van het geciteerde advies:* Vgl. artikel 81, § 6, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

[10] *Voetnoot 8 van het geciteerde advies:* Adv.RvS 53.978/VR van 7 november 2013 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest van 4 april 2014 'houdende instemming met de kaderovereenkomst inzake een partnerschap en samenwerking tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Mongolië, anderzijds, ondertekend in Ulaanbaatar op 30 april 2013', opmerking 3.2, *Parl.St*. Vl.Parl. 2013-14, nr. 2455/1, 37-38.

[11] *Voetnoot 9 van het geciteerde advies:* Voetnoot 2 van het geciteerde advies: Samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten 'met betrekking tot de vertegenwoordiging van het Koninkrijk België in de Ministerraad van de Europese Unie', en samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie 'met betrekking tot de vertegenwoordiging van het Koninkrijk België in de Ministerraad van de Europese Unie'.

[12] *Voetnoot 10 van het geciteerde advies:* Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Zie artikel 62 van de kaderovereenkomst.

‡LW-AIDSIDDAA-GCIGJUQ‡

Weliswaar is het zo dat de coördinatie van de standpuntbepaling van de Europese Unie en haar lidstaten in aangelegenheden die tot de gemengde bevoegdheid van de Europese Unie en haar lidstaten behoren, in de praktijk plaatsvindt binnen de Raad van de Europese Unie, en dat de coördinatie van de Belgische standpuntbepaling hiervoor plaatsvindt overeenkomstig de regels voor de standpuntbepaling in de Raad. Niettemin moet erop worden gewezen dat de beslissingen in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de lidstaten behoren, juridisch gezien niet door de Raad van de Europese Unie worden genomen, maar door de vertegenwoordigers van de regeringen van de lidstaten in de Raad verenigd.[13] Hoewel dit in de praktijk misschien eerder uitzonderlijk is, is het niet uitgesloten dat lidstaten in aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren, in de organen opgericht bij of krachtens een samenwerkingsovereenkomst, alsnog nationale standpunten innemen.

Het ontbreken van een regeling ter zake overeenkomstig artikel 92*bis*, § 4*bis*, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 kan dan ook tot problemen aanleiding geven. Indien er een consensus zou bestaan tussen de bevoegde overheden om het samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten 'met betrekking tot de vertegenwoordiging van het Koninkrijk België in de Ministerraad van de Europese Unie' in deze aangelegenheden naar analogie toe te passen, dan wordt dit samenwerkingsakkoord het best aangepast om het toepassingsgebied ervan in die zin uit te breiden.[14]"[15]

Dezelfde opmerkingen gelden *mutatis mutandis* voor het voorliggende voorontwerp van ordonnantie.

[13] *Voetnoot 11 van het geciteerde advies:* T. CORTHAUT en D. VAN EECKHOUTTE, "Legal Aspects of EU Participation in Global Environmental Governance under the UN Umbrella" in J. WOUTERS e.a. (eds.), *The European Union and Multilateral Governance. Assessing EU Participation in United Nations Human Rights and Environmental Fora*, Basingstoke, Palgrave, 2012, (145) 152.

[14] *Voetnoot 12 van het geciteerde advies:* Er kan aan worden herinnerd dat de algemene vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, er in advies 53.932/AV op gewezen heeft dat dit samenwerkingsakkoord op verschillende punten lacunair en achterhaald is, onder meer door wijzigingen aan het institutionele kader van de Unie doorgevoerd door het Verdrag van Lissabon (adv.RvS 53.932/AV van 27 augustus 2013 over een voorstel dat geleid heeft tot de bijzondere wet van 6 januari 2014 'met betrekking tot de Zesde Staatshervorming', *Parl.St.* Senaat 2012-13, nr. 5-2232/3, 50, voetnoot 1).

[15] De afdeling Wetgeving heeft zich in dezelfde zin uitgesproken in advies 60.726/VR, op 7 februari 2017 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaams Gewest van 20 oktober 2017 'houdende instemming met de overeenkomst inzake strategisch partnerschap tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Canada, anderzijds, ondertekend te Brussel op 30 oktober 2016', *Parl.St.* Vl.Parl. 2016-17, nr. 1222/1, 17 tot 23, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/60726.pdf.

‡LW-AIDSIDDAA-GCIGJUQ‡

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN INSTEMMINGSORDONNANTIE

In het opschrift en in artikel 2 moet het juiste opschrift van de partnerschapsovereenkomst worden vermeld.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE Martine BAGUET

‡LW-AIDSIDDAA-GCIGJUQ‡